

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, en particulier dans le domaine de l'énergie, sont dans leur grande majorité dus au «développement». Ce terme désignait originalement l'évolution d'un être vivant vers sa forme appropriée d'existence (par exemple, le développement d'une plante à partir de sa graine jusqu'à sa maturité). Mais dans son acception actuelle le terme de développement en est venu à signifier une évolution sans fin vers une forme en principe toujours plus perfectionnée¹, et c'est cette acception-là que l'on applique à l'évolution de la société, mais sans dire vers quel but on veut tendre. Comme nous vivons dans un monde fini, ce développement est forcément limité dans le temps et, vu qu'il s'est considérablement accéléré depuis quelques décennies, ses jours sont comptés. On a cherché à éviter l'obstacle en inventant le «développement durable». Mais, comme le souligne Serge Latouche², il s'agit là «d'un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses... Le "durable" est alors ce qui permet au concept de survivre».

Ce développement dont les pouvoirs économiques et politiques font la promotion ne semble pas avoir de but explicite. Mais, dans les faits, il revient à une prise en charge de la biosphère et de l'évolution par l'homme. C'est ce que l'on pourrait appeler l'évolution du servoglobe³. On sous-entend que cette prise en charge va amener à terme prospérité et bonheur à l'ensemble de l'humanité. Il s'agit là d'un acte de foi, si bien que les évidences à fin contraire sont ignorées par les tenants de cette nouvelle religion. Pour les fidèles qui célèbrent annuellement leur culte à Davos dans le cadre du World Economic Forum, les protestations de citoyens comme celles qui ont lieu à Seattle, à Porto Alegre et jusque sur place à Davos sont le fait de gens non éclairés par la foi, qu'il convient simplement de tenir à distance par quelques bonnes paroles. Ces protestations peuvent éventuellement conduire à quelques aménagements, mais ne sauraient remettre en question les dogmes de la religion du développement – sous-entendu économique.

Sociétés de développement et sociétés de subsistance

Les sociétés dont les dirigeants souscrivent aux dogmes de la nouvelle religion peuvent être appelées sociétés de développement. Elles constituent l'ensemble du monde industrialisé ou en passe de l'être, soit la quasi totalité des États de la planète. Dans la société de développement, l'activité humaine se concentre sur la production et l'acquisition de biens matériels et d'argent. Le but final semble être aujourd'hui l'enrichissement unilatéral d'actionnaires. Et aucune limite n'est proposée pour cet enrichissement, qui se fait nécessairement au détriment du reste de la société et de la biosphère.

À l'opposé, on trouve ce que l'on pourrait appeler les sociétés de subsistance⁴. Dans une telle société, le but est simplement de vivre. Les nécessités premières sont fournies par la biosphère (la Création, Gaïa, ...) qu'il convient de respecter, donc de ne pas modifier, encore moins d'abîmer. Il s'agit de sociétés de type tribal dont il existe peut-être encore quelques exemplaires aujourd'hui. On peut penser aux Penans que Bruno Manser s'est efforcé de sauver du développement. L'humanité a certainement commencé sa carrière sur la Terre de cette manière. Une société de subsistance doit vivre en harmonie avec son environnement, car elle sait – au contraire de la société de développement qui ne le sait plus – qu'elle en dépend absolument. Ce qu'il met à disposition: eau, nourriture, énergie renouvelable, doit être considéré comme un bien commun. Les biens communs ne sont pas des ressources à exploiter mais des disponibilités permanentes, auxquelles chacun a droit mais qui doivent se maintenir. Cela limite le nombre de

¹ Gustavo Esteva, «Development», in *The Development Dictionary*, Zed Books, 1992.

² Serge Latouche, «En finir une fois pour toutes avec le développement», *Le Monde Diplomatique*, mai 2001.

³ Pierre Lehmann, *Le mythe du servoglobe*. Conférence, Vie et connaissance, 29 oct. 1999.

⁴ Ivan Illich, *Dans le miroir du passé*, Descartes et Cie, 1994.

personnes qui peuvent vivre sur un territoire donné, ainsi que leurs exigences concernant les services fournis par la biosphère. La culture de la société tient compte de cette contrainte. L'activité nécessaire pour assurer la survie n'accapare en général qu'une partie assez faible du temps disponible, si bien qu'il en reste beaucoup pour des activités sociales et ludiques. Une société de subsistance est, à l'échelle des temps humains, une société qui fonctionne en régime stationnaire. Les changements sont lents et plus probablement provoqués par des contraintes extérieures.

Une société de subsistance est manifestement bien adaptée aux conditions terrestres, ce qui ne veut pas dire que son existence soit toujours facile. Son fonctionnement harmonieux exige une bonne connaissance de la nature environnante, donc une capacité d'observation et de discipline. Coopération et solidarité entre les membres du groupe sont nécessaires. Il n'y a pas lieu de penser que les sociétés de subsistance soient «inférieures» aux sociétés de développement. Pourtant elles ont été reléguées au rang de «sous-développées» depuis le début de l'ère du développement, que l'on peut dater au 20 janvier 1949 (discours du président Truman à l'occasion de son entrée à la Maison Blanche). Mais, comme le dit Wolfgang Sachs, cette ère touche à sa fin et il est temps d'écrire son épitaphe⁵.

Pour une économie de proximité

Le développement a abouti aujourd'hui à la mondialisation/libéralisation, qui en est la suite logique mais aussi la conséquence la plus néfaste. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a pour but d'accélérer encore les échanges marchands à travers le globe, alors même que ceux-ci ont déjà largement dépassé les limites du raisonnable: la nourriture d'une famille américaine type a voyagé environ 3000 km avant d'arriver sur la table de cette famille, et certains pays exportent et importent les mêmes produits en quantités similaires. En 1996, l'Angleterre a importé 114 000 tonnes de lait et en a exporté 119 000 tonnes⁶. Tous ces transports inutiles consomment du carburant et produisent du CO₂. Mais ils font augmenter les échanges, et sont donc approuvés par l'OMC. Ils sont aussi la conséquence de la compétition que se livrent compagnies et États. Comme l'écrit Colin Hines⁷, «le commandement global selon lequel chaque nation doit contorsionner son économie de manière à être plus compétitive que les autres nations est un non-sens économique, social et environnemental». De plus, tous ces transports inutiles créent les conditions favorables à une transmission efficace de maladies (vache folle, fièvre aphteuse, etc.), sans parler de l'horreur des transports à longue distance d'animaux vivants.

Les pratiques commerciales aberrantes d'aujourd'hui sont justifiées par des principes stupides comme «la main invisible du marché» censée optimiser les échanges, ou «l'avantage comparatif» qui impose le remplacement de cultures vivrières par des monocultures destinées à l'exportation, laissant les paysans à la merci de fluctuations de cours. La pensée unique⁸ qui a présidé à la mise en place de ce système inhumain a institué l'OMC, dont le pouvoir dépasse celui des États et dont le but est d'assurer le profit des grandes compagnies multinationales et, plus généralement, les dividendes aux actionnaires – qui ne représentent qu'une très faible partie de la population mondiale. À grand renfort de science et de technologie, on est en train de mener l'humanité à la ruine. L'application des recettes aberrantes de la mondialisation pousse à une consommation toujours accrue d'énergies non renouvelables, ce qui est très dangereux pour la santé de la biosphère et donc pour l'avenir de l'humanité.

⁵ Wolfgang Sachs, «Introduction», *The Development Dictionary*, op. cit.

⁶ David Orr, «The Ecology of Food Marketing», in *Bringing the Food Economy Home*, ISEC, oct. 2000.

⁷ Colin Hines, «Localisation: the Post-Seattle Alternative to Globalisation», *The Ecologist* 30, n° 6, sept. 2000.

⁸ La pensée unique est «la traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles en particulier du capital international». *Le Monde Diplomatique*, janvier 1995.

Il va falloir choisir entre subsistance et développement, et cela peut-être dans un avenir pas très lointain, vu la rapidité avec laquelle les bases de la vie sont détruites par le développement. S'il ne semble pas réaliste de penser que l'humanité va se réorganiser en sociétés de subsistance – à moins d'y être forcée par un effondrement brutal du système économique, hypothèse dont la probabilité augmente avec l'arrivée au pouvoir de politiciens bornés comme George W. Bush – il n'est pas impossible que l'on finisse par accepter la nécessité de passer à des économies de proximité. Dans ce concept, on cherche à produire localement, à l'intérieur d'une nation ou d'une région, tout ce qui peut l'être, et on ne fera venir de plus loin que ce qu'il est impossible de produire sur place. Les avantages de cette manière de procéder sont évidents et ont été décrits dans différentes analyses⁹. Il est en particulier évident que la nourriture est bien meilleure dans une économie de proximité que dans une économie globalisée. Elle est plus fraîche, elle voyage moins, il est plus facile de savoir qui la produit et comment.

De toute façon, le développement n'est pas durable, tôt ou tard, il faudra bien se contenter de ce que la vie nous offre sur notre planète finie. C'est beaucoup, c'est presque infini, et nous ne sommes pas capables de le recréer une fois que nous l'aurons détruit. Il nous faut probablement essayer d'acquérir un peu de la sagesse des sociétés de subsistance qui nous ont précédés et qui ont traversé les millénaires sans mettre à mal leur base nourricière. Cette compétence est plus importante pour la survie de l'humanité que les performances de la science et de la technique.

⁹ ISEC, *Small is beautiful, Big is subsidized*, oct. 1998. «Beyond the Monoculture, Shifting From Global To Local», *The Ecologist*, vol. 29, n° 3, 1999.